



Communiqué - 16 octobre 2012

« Quartiers, engageons le changement » : L'IRDSU s'engage dans la concertation sur l'avenir de la Politique de la Ville

L'IRDSU, représenté par sa Présidente Sylvie Rebière-Pouyade, était invité par Monsieur François Lamy, Ministre délégué à la Ville, à intervenir à l'occasion du lancement de la concertation «Quartiers, engageons le changement», le 11 octobre à Roubaix.

A cette occasion, nous avons pu redire l'intérêt des professionnels du développement social urbain pour cette démarche de réforme attendue depuis plusieurs années.

Nous avons pu évoquer les enjeux que les professionnels souhaitent voir pris en compte dans les débats, notamment autour d'une géographie prioritaire à reconstruire, des projets de territoire, de l'ingénierie ou du pouvoir d'agir des habitants.

Nous avons également appelé à ne pas arrêter la concertation en janvier 2013 et à poursuivre ces débats dans la durée, avec tous les partenaires, pour s'engager dans une réforme profonde et ambitieuse de la Politique de la Ville.

Cela fait très longtemps que nous attendions ce moment et il est temps d'ouvrir enfin une nouvelle étape pour une Politique de la Ville « à bout de souffle ».

Nous avons tous besoin qu'un cap soit affirmé et qu'un nouveau cadre soit co-élaboré avec l'ensemble des acteurs. C'est pourquoi nous nous reconnaissons dans cette méthode pragmatique proposée par le Ministre malgré un calendrier resserré. Elle nous permettra d'inscrire les nouveaux projets de territoire et les futurs contrats dans le cadre des prochains mandats municipaux.

Les enjeux sont nombreux. L'IRDSU mettra donc en avant dans les groupes de travail de la concertation ce qui, pour les professionnels qu'il représente, donnera son sens aux réformes :

1- Une géographie prioritaire construite par les acteurs locaux

Il faut en finir avec une géographie prioritaire « planifiée » d'en haut et tentant d'appréhender de manière uniforme des contextes extrêmement différents. Il faut au contraire privilégier une démarche fine et différenciée des territoires. Une démarche qui prenne en compte la diversité des situations et qui responsabilise les acteurs locaux dans la définition des enjeux et des moyens de les traiter.

Pour cela, il faut que l'observation locale soit mieux organisée et outillée pour être utile au Projet de territoire dans la durée. Les acteurs locaux ont besoin de cette vision fine aux différentes échelles, du quartier à l'agglomération, pour identifier de nouveaux enjeux structurants et choisir une véritable stratégie de développement.

2- Une véritable démarche de Projet de territoire

Notre expérience des territoires montre que ce qui construit les avancées ou les réussites - et il y en a beaucoup ! - c'est la capacité des acteurs locaux à « faire projet » sur un territoire, ensemble, à animer entre eux des interactions positives, à produire du sens. Là où ils ont construit une vision stratégique globale - ou « intégrée » - inscrite dans le temps long de la transformation de la ville, ils ont pu dépasser les questions d'outils, de dispositifs ou de contrats et faire vivre des actions de qualité.

Les questions du périmètre unique, du contrat unique ou même de la mise en cohérence des dispositifs - entre l'urbain et le social, bien sûr, mais aussi avec l'économique ou l'environnemental - doivent se penser dans ce cadre stratégique global.

3- Une attention aux conditions de réussite

Au-delà des grandes intentions et des belles ambitions, ces réformes ne pourront être mises en œuvre si les conditions ne sont pas réunies :

- **Le retour des politiques de droit commun** et d'une volonté politique partagée de s'investir, au niveau national comme au niveau local ;
- **La concrétisation des engagements des partenaires**, formalisés, contractualisés - tant sur les objectifs que sur les moyens - suivis dans le temps, tout en redonnant aux associations un véritable rôle d'acteur dans ces politiques territoriales ;
- **Le soutien à l'ingénierie locale**, car il n'y a pas de projet de qualité qui transforme en profondeur les réalités sans ingénierie de qualité. Nous avons besoin d'équipes-projet interpartenariales, du quartier à l'agglomération, dotées de moyens à la hauteur des enjeux. D'autant plus que les inégalités en la matière sont importantes et qu'il y a aujourd'hui de vrais risques de disparition des équipes-projet sur certains territoires en difficulté financière ;
- **La recherche d'une conception renouvelée de l'exercice du pouvoir**, qui n'oppose pas démocratie participative et démocratie représentative, qui prenne en compte les démarches ascendantes, qui change le regard sur les habitants en les considérant comme capables de contribuer utilement aux projets et aux processus délibératifs. Pour nous, une stratégie efficiente est aujourd'hui élaborée avec les acteurs concernés, dont les citoyens eux-mêmes.

4- Une inscription du débat dans la durée

Enfin, le calendrier serré nous oblige à être efficaces à court terme. Mais cela ne doit pas nous empêcher d'avoir de l'ambition pour réfléchir à des enjeux d'avenir pour les quartiers.

On ne peut pas attendre 2020 pour aborder les questions structurelles qui permettront de refonder véritablement la Politique de la Ville :

- **Comment inscrire les quartiers dans une politique de la "Ville durable" et d'égalité des territoires ?**
- **Comment réformer les finances locales et les systèmes de péréquation pour garantir l'équité et la justice fiscale entre les territoires ?**
- **Comment faire évoluer notre conception de l'action publique pour qu'elle ait la préoccupation de développer le Pouvoir d'agir des citoyens et de tous les acteurs ?**

Cela plaide pour que la dynamique de travail engagée dans le cadre de cette concertation se poursuive sur la durée des nouveaux contrats au niveau national comme au niveau local.

Voir aussi :

- **“Pour une Politique de la Ville ambitieuse”**, la lettre ouverte de l’IRDSU aux candidats aux élections présidentielles et législatives : <http://www.irdsu.net/Pour-une-Politique-de-la-Ville,6570>
- **“Pour améliorer la mise en œuvre de la Politique de la Ville : l’enjeu d’une ingénierie locale adaptée”**, une note de l’IRDSU : <http://www.irdsu.net/Pour-ameliorer-la-mise-en-oeuvre>
- **Contribution de l’IRDSU sur le “Livre vert” : “19 Propositions pour une Politique de la Ville renforcée”** : <http://www.irdsu.net/Contribution-de-l-IRDSU-sur-le>

INTER-RESEAUX DES PROFESSIONNELS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN

L’IRDSU est une association qui regroupe 15 réseaux régionaux de professionnels en charge de la Politique de la Ville et 170 collectivités territoriales abonnées. Elle touche actuellement 7800 professionnels et partenaires (chefs de projets, agents de développement, chargés de mission, directeurs territoriaux, services des collectivités, généralistes ou spécialisés, quartier/ville/agglomération).

Basé sur le partage d’expériences, la mutualisation et le travail collaboratif, l’IRDSU vise à :

- Promouvoir le Développement Social Urbain au service de projets de territoire durables, participatifs et solidaires
- Participer à la valorisation et à la structuration des métiers, de l’ingénierie et des pratiques du développement territorial
- Contribuer à fédérer et à qualifier les professionnels dans leurs missions

Contacts :

- Sylvie REBIERE-POUYADE / Présidente de l’IRDSU – Présidente du réseau DSU Aquitaine – Directrice du GIP DSU de l’Agglomération Bayonnaise – s.rebiere-pouyade@cvab.fr
- Etienne VARAUT – Vice-président de l’IRDSU – Membre du Conseil National des Villes – Vice-président du réseau DSU Ile-de-France – Chef de projet de Bobigny – contrat.ville@ville-bobigny.fr
- Marc VALETTE / Benoît BOISSIERE – Chargés de développement de l’IRDSU – 02 40 89 10 18 – contact@irdsu.net

www.irdsu.net
